

dans vingt ans trois fois la valeur de ce que nous n'avons reçu qu'une fois physiquement? Pourquoi devons-nous payer 1 million, dans vingt ans, une école qui ne nous aura coûté que \$300,000 à l'époque de sa construction? Est-ce parce que les financiers veulent nous faire travailler 75 p. 100 du temps de notre vie pour la finance? Nous bâtissons une école qui vaut \$300,000 et nous payons à la finance la valeur de plus de deux écoles, une école pour nous et deux écoles pour la finance; un mille de trottoir pour nous et deux milles de trottoir pour la finance; un système d'aqueduc pour nous et deux systèmes pour la finance. 40 à 70 p. 100 des budgets municipaux sont pour payer des intérêts à la finance. La finance s'engraisse tous les jours et le peuple maigrit tous les jours; c'est le cancer de la finance qui le ronge.

M. Latulippe: C'est la raison pour laquelle le ministre des Finances et Receveur général (M. Sharp) nous taxe.

M. Dionne: Nous avons payé 28 millions en intérêts pour le pont Jacques-Cartier et pourtant il n'a coûté que 21 millions pour le construire. Nous avons déjà payé plus que la valeur du pont à la finance, et nous le devons encore. Pourtant, nous n'avons bâti qu'un pont pour nous. Combien de ponts Jacques-Cartier paierons-nous à la finance? Seul l'avenir le sait!

Nous vivons dans un régime financier qui est le cancer de nos corps publics, parce que nous n'avons pas su faire la différence entre le capital privé qui produit des choses, et doit rapporter un profit, et le capital public qui est un capital non productif et qui ne rapporte pas de bénéfices à personne, mais est un service pour tout le monde.

Le Crédit social mettrait le crédit au service de la société en mettant au service des corps publics l'argent pour leur permettre de réaliser leurs travaux publics et permettrait aux corps publics de ne pas faire payer aux citoyens deux, trois ou quatre fois en intérêts le coût des travaux publics.

Les dettes augmentent sans cesse; les taxes augmentent sans cesse; elles ne sont que le résultat de notre cancer financier.

Présentement, les municipalités et les commissions scolaires se débattent dans un amas de dettes qui augmentent sans cesse. Les citoyens canadiens doivent payer des taxes sous toutes les formes pour maintenir les trois gouvernements, fédéral, provincial et municipal, en ajoutant les commissions scolaires. Comment voulez-vous qu'ils se libèrent de leur état de pauvreté? Le gouvernement fédéral doit diriger sa lutte à la pauvreté vers le véritable objectif, ce qui permettra à tous et à chacun des citoyens du Canada de constater

qu'il prend vraiment les moyens de sortir de cet état social ridicule qui permet la misère au sein de l'abondance.

• (3.30 p.m.)

[Traduction]

M. Gray: Au début, monsieur le président, je n'avais pas l'intention de parler longuement à la présente étape du débat, car je pensais pouvoir faire quelques remarques sur différents articles lorsque le comité en serait saisi. Toutefois, j'ai conclu que je manquerais à mon devoir si je ne répondais pas au moins brièvement à certains des commentaires bienveillants que j'ai entendus des deux côtés de la Chambre au sujet de mes efforts en qualité de président du comité permanent des finances. Je veux dire au comité plénier que si mes efforts ont eu quelque succès, je le dois certes entièrement à la courtoisie et à la collaboration des membres du comité où siégeaient des représentants de tous les partis à la Chambre, et à celles des autres personnes qui ont pris part à nos travaux. J'ajouterais que le succès de nos travaux est également attribuable, en grande partie, à la collaboration de notre personnel expert, des fonctionnaires de l'État, ainsi que du personnel du comité même.

A mon sens, les efforts du comité des finances ont servi à montrer la valeur, pour le Parlement, d'un régime efficace de comités permanents, et j'espère que l'activité que les membres du comité ont déployée dans l'étude de la mesure dont nous sommes saisis ainsi qu'à l'égard des autres questions dont nous nous sommes occupés, servira à promouvoir davantage l'expansion du régime de comités, expansion qui, j'en suis sûr, profitera à cette merveilleuse institution qu'est le Parlement et, par voie de conséquence, au pays tout entier.

[Français]

Monsieur le président, je dois aussi signaler qu'au sein de ce comité des finances, du commerce et des questions économiques, la participation des députés de langue française a été importante. Je désire souligner ce fait parce que, à mon avis, il est intéressant de voir cette participation de la part des députés de la province de Québec, des députés de langue française, à l'étude d'une question qui est d'un intérêt non seulement pour la province de Québec même, mais d'une importance capitale pour tout le pays. Je pense, monsieur le président, que ce travail des députés de langue française et de langue anglaise est un bel exemple, non seulement pour le Parlement mais aussi pour notre pays, de ce que l'on peut accomplir dans l'intérêt national avec cette sorte de coopération.